

CONDITION FÉMININE

FEMMES DE PROFESSION

— Valérie Shaffer

Au nombre de 32 085, les femmes composaient 45,8 % de l'ensemble des personnes ayant touché un revenu d'emploi en 2015 en Abitibi-Témiscamingue. À l'aube de la Journée internationale des femmes du 8 mars, cap sur les principales professions occupées par les femmes de la région et regard particulier sur leur présence dans les professions de gestion.

PRINCIPALES PROFESSIONS

Des quelque 500 professions recensées par la Classification nationale des professions (CNP), les 12 professions ayant le plus grand effectif féminin comptaient chacune plus de 700 femmes ayant touché un revenu d'emploi en 2015 dans la région.

Parmi ces professions, cinq nécessitaient des compétences en vente et services, deux en enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux, deux en affaires, finance et administration, deux dans le secteur de la santé et une en gestion. Au total, ces professions regroupaient à elles seules 12 715 femmes, soit 40 % de l'effectif féminin. Sur ces 12 professions, 8 avaient un taux de féminité supérieur à 67 % et étaient donc considérées comme traditionnelles pour les femmes.

PROFESSIONS DE GESTION

Les professions de niveau de compétence « Gestion » sont présentes dans toutes les grandes catégories professionnelles du marché du travail. Au total, 3 630 hommes et 2 405 femmes occupaient un poste de gestion.

Ainsi, on comptait 255 femmes à des postes de **cadres supérieurs** (députée, cadre dans l'administration publique, la santé et l'enseignement, présidente de banque, directrice administrative d'association, etc.). Le taux de féminité y était de 27 %. À 53 600 \$, le revenu médian des femmes accusait un important retard de 26 100 \$ par rapport à celui des hommes.

Les 12 principales professions féminines

> Abitibi-Témiscamingue, 2015

	Nb	Taux de féminité
Éducatrices et aides-éducatrices de la petite enfance (4214)	1 505	98,4
Caissières (6611)	1 455	89,9
Adjointes administratives (1241)	1 445	98,0
Vendeuses - commerce de détail (6421)	1 400	60,5
Enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire (4032)	1 125	92,2
Aides-infirmières, aides-soignantes et préposées aux bénéficiaires (3413)	1 015	92,7
Infirmières autorisées et infirmières psychiatriques autorisées (3012)	970	93,7
Préposées à l'entretien ménager et au nettoyage - travaux légers (6731)	790	59,6
Agentes d'administration (1221)	840	82,8
Cuisinières (6322)	730	62,4
Serveuses d'aliments et de boissons (6513)	730	86,4
Directrices - commerce de détail et de gros (0621)	710	47,5

Note: Population de 15 ans et plus.
Source : Statistique Canada, Recensement de la population 2016, Tableau CO-1808_Tab.4A1-A2.

Avec un effectif de 830 **cadres intermédiaires spécialisés**¹ (chef du personnel médical, gestionnaire du matériel, directrice des ressources humaines, etc.), les femmes étaient majoritaires (53 %) dans ce groupe.

ÉCARTS DE REVENU ET TEMPS DE TRAVAIL

Les écarts de revenu peuvent s'expliquer par différents facteurs, dont la rémunération horaire, mais aussi le temps de travail (heures et semaines de travail). Parmi les femmes d'ici ayant touché un revenu d'emploi en 2015, 46 % ont travaillé à temps plein toute l'année (c'est-à-dire 49 semaines et plus pendant 30 heures ou plus), par rapport à 52 % chez leurs confrères.

Leur revenu médian situé à 65 900 \$, était plus faible de 21 800 \$ à celui des hommes. Si les femmes et les hommes avaient un effectif semblable, respectivement de 1 085 et 1 080 personnes, aux postes de **cadres intermédiaires dans le commerce de détail, de gros et des services à la clientèle** (directrice régionale des ventes, gérante de supermarché, directrice d'école de conduite, etc.), les premières affichaient un revenu médian inférieur de 14 200 \$ (38 700 \$).

C'est dans les professions de **cadres intermédiaires des métiers, des transports, de la production et des services d'utilité publique** (directrice de projets de construction, entrepreneuse en rénovation, directrice d'aréna, etc.) que les écarts étaient les plus importants. D'une part, au nombre de 230, les femmes ne comptaient que pour 17 % de l'effectif. D'autre part, avec un revenu médian de 27 200 \$, le fossé avec leurs confrères était de 39 800 \$. ■

LES ENTREPRISES ET INTERNET, AUJOURD'HUI

— Mariella Collini

L'édition 2016 de l'*Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires* réalisée par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) dresse le portrait de l'accès à Internet et de son utilisation dans les entreprises ainsi que de l'utilisation des technologies de l'information et des communications par les entreprises. Tour d'horizon de la situation au sein des entreprises de l'Abitibi-Témiscamingue quant à leur accès à Internet, leur présence sur le Web ainsi que la pratique du commerce électronique.

L'ACCÈS À INTERNET

En 2016, près de 91 % des entreprises de 1 employé et plus en Abitibi-Témiscamingue étaient branchées à Internet. À cet égard, la région a un taux de branchement des entreprises comparable à celui de l'ensemble des entreprises situées exclusivement dans l'une ou l'autre des régions administratives (90 %) (voir encadré). Seules deux régions se démarquent avec des taux de branchement plus élevés : la Capitale-Nationale (94 %) et la Montérégie (92 %).

■ Haute ou très haute vitesse

Dorénavant, Internet haute vitesse¹ est la norme dans les entreprises. En Abitibi-Témiscamingue, environ 85,5 % des entreprises étaient branchées à Internet avec une connexion haute vitesse. Cette proportion est nettement inférieure à celle de l'ensemble des entreprises (93 %). À l'instar de l'Abitibi-Témiscamingue, deux autres régions affichaient des taux inférieurs : Bas-Saint-Laurent (85 %) et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (85 %).

Parmi les entreprises branchées de la région, et bien que la donnée soit fournie à titre indicatif, 7,5 % utilisaient une connexion très haute vitesse, soit une connexion permettant une vitesse de téléchargement de 100 mégabits et plus par seconde. L'Abitibi-Témiscamingue aurait ainsi un taux de branchement très haute vitesse significativement moins élevé que celui de l'ensemble des entreprises (19 %).

Tel que l'indique le tableau suivant, les raisons invoquées par les entreprises de la région pour ne pas avoir de connexion Internet très haute vitesse se distinguent, par leur ampleur, de celles de l'ensemble des entreprises. Globalement, les entreprises de la région font face à plus de contraintes pour passer à une très haute vitesse de connexion

Part des entreprises branchées qui n'ont pas de connexion Internet très haute vitesse selon la raison

> Abitibi-Témiscamingue et ensemble des entreprises, 2016

	A-T	Ensemble entreprises
Non-disponibilité d'un service plus rapide	41,8 % [†]	21,7 %
Pas de besoin	36,8 % [†]	60,4 %
Coût trop élevé	28,3 %	26,5 %
Qualité insatisfaisante du service disponible	9,4 % [†]	2,2 %

[†] : Indique que l'estimation est significativement différente de celle « Ensemble des entreprises ».

LA PRÉSENCE SUR INTERNET

En Abitibi-Témiscamingue, environ 70 % des entreprises branchées étaient présentes sur Internet, soit via leur propre site Web, via le site Web d'une autre organisation (ex. bannière, association industrielle ou régionale, etc.) ou via les médias sociaux.

Parmi les entreprises branchées de la région, plus de la moitié (57 %) étaient présentes sur les médias sociaux. Ensuite, un peu moins de 4 entreprises branchées sur 10 avaient leur propre site Web (38 %), ce qui est une proportion nettement inférieure à celle de l'ensemble des entreprises (55 %). Finalement, près du tiers (32 %) des entreprises étaient présentes sur le site Web d'une autre organisation.

Les entreprises branchées qui n'avaient pas de site Web et qui n'avaient pas l'intention d'en avoir un considéraient pour la plupart ne pas en avoir besoin (73 %). Le manque de ressources financières et le manque de personnel qualifié pour développer ou entretenir un site Web étaient d'autres raisons invoquées par les entreprises de la région. Enfin, d'autres jugeaient que leur présence via le site Web d'une autre organisation ou via les médias sociaux était suffisante.

✓ LA MÉTHO À L'ARRIÈRE-PLAN...

L'*Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires* de 2016 porte sur les entreprises situées au Québec, avec 1 employé et plus (excluant les travailleurs autonomes) dans 16 secteurs d'activité, excluant les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale, les administrations publiques et les autres services. L'enquête s'est déroulée à l'automne 2016 et à l'hiver 2017 auprès de 15 205 entreprises québécoises.

À la demande du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI), des estimations régionales ont été produites pour chacune des régions administratives. Comme une entreprise peut avoir plusieurs établissements (magasins, usines) situés dans plusieurs régions différentes, les estimations régionales reposent sur la population des entreprises dont tous les établissements se situent dans la même région. Pour l'Abitibi-Témiscamingue, il s'agit d'un échantillon d'environ 280 entreprises.

À cet égard, les estimations régionales, présentées dans ce dossier, et diffusées dans un fichier Excel, ne sont pas comparables aux estimations concernant la population totale des entreprises du Québec (fascicules produits par l'ISQ). Elles sont toutefois comparables aux estimations produites pour l'ensemble des entreprises qui sont situées exclusivement dans l'une ou l'autre des régions administratives et présentées dans ce dossier. Finalement, il est important de noter que les estimations régionales de 2016 ne peuvent être comparées à celles de 2012.

LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

En 2016, seulement 18 % des entreprises branchées de la région effectuaient des ventes sur Internet. Ce taux est comparable à l'ensemble des entreprises. Par vente en ligne, on entend toute commande effectuée par Internet, avec ou sans paiement en ligne. Les commandes reçues via le courriel traditionnel ne sont pas incluses.

Il appert que les entreprises qui vendent en ligne utilisent diverses plateformes. De façon générale, près de 58 % des entreprises de la région faisaient usage de leur propre site Web pour vendre leurs produits et services en ligne. Le site Web d'une autre organisation (Amazon, Québec Original, etc.), les médias sociaux ou les autres plateformes (applications mobiles)

figuraient également parmi les plateformes utilisées.

La vente par commerce électronique représente une part plutôt négligeable des ventes annuelles pour les entreprises branchées de la région ayant reçu des commandes par Internet. Ainsi, les ventes en ligne représentaient en moyenne 16 % de leur chiffre d'affaires en 2015, ce qui est un pourcentage significativement inférieur à celui enregistré pour l'ensemble des entreprises (26 %).

■ L'apport au chiffre d'affaires

La majorité du chiffre d'affaires des entreprises de la région provenait de la vente de biens (58 %), le reste provenant de la vente de services (services d'hébergement,

services de transport, services professionnels, etc.). En moyenne, plus de la moitié du chiffre d'affaires généré par la vente par commerce électronique provenait de produits vendus à des individus (56,5 %). Le reste des achats est le fait d'entreprises (37 %) et d'administrations gouvernementales (6,5 %). Finalement, les entreprises régionales vendaient majoritairement leurs produits et services à une clientèle québécoise : 88 % du chiffre d'affaires provenait de consommateurs québécois en 2015.

Part des entreprises branchées qui font des ventes par Internet selon le type de bénéfice

> Abitibi-Témiscamingue, 2016

Meilleure visibilité	51,5 %
Élargissement géographique de la clientèle	43,2 %
Augmentation de la clientèle	42,9 %
Accroissement des ventes	33,4 %
Meilleure coordination avec les fournisseurs, les clients, etc.	27,7 %
Réduction du temps de commercialisation	18,3 %
Réduction des coûts	17,7 %
Aucun bénéfice	5,7 %

Certains indicateurs relatifs à l'intégration d'Internet aux processus d'affaires

> Abitibi-Témiscamingue et ensemble des entreprises, 2016

	Abitibi-Témiscamingue	Ensemble des entreprises
Accès à Internet		
Taux de branchement à Internet – Toutes les entreprises	90,7 % ^(A)	90,3 %
Part des entreprises branchées qui ont une connexion à Internet haute vitesse ¹	85,5 % ^{†(A)}	93,2 %
Part des entreprises branchées qui ont une connexion fixe à Internet très haute vitesse ²	7,5 % ^{†(E)}	19,2 %
Utilisation d'Internet et présence sur Internet		
Part des entreprises branchées qui ont un site Web	37,9 % ^{†(C)}	54,6 %
Part des entreprises branchées qui sont présentes sur les médias sociaux	56,6 % ^(B)	50,4 %
Commerce électronique		
Part des entreprises branchées qui reçoivent des commandes par Internet	18,0 % ^(D)	18,8 %
Part des entreprises branchées qui ont l'intention de recevoir des commandes par Internet au cours des 12 prochains mois	7,0 % ^(E)	6,7 %
Pourcentage moyen du chiffre d'affaires qui provient des commandes reçues par Internet dans les entreprises qui reçoivent des commandes par Internet ³	16,0 % ^{†(D)}	26,2 %
Part des entreprises branchées recevant des commandes par Internet qui vendent sur leur propre site Web ³	57,7 % ^(D)	72,1 %
Part des entreprises branchées qui commandent des biens et services par Internet	53,4 % ^(B)	51,3 %
Part des entreprises branchées qui ne font pas de commerce électronique	42,8 % ^(B)	42,9 %

Notes sur les mesures de précision des données : A : Excellente B : Très bonne C : Bonne D : Passable E : Faible
† : Indique que l'estimation est significativement différente de celle « Ensemble des entreprises ».

Mise en garde sur l'enquête : Les estimations régionales (incluant la catégorie « Ensemble des entreprises ») présentées dans ce tableau sont compilées sur la population des entreprises dont l'ensemble des établissements se situent dans la même région administrative. Par conséquent, elles ne sont pas comparables aux estimations produites sur la population totale des entreprises du Québec.

Notes : 1. Entreprises qui ont une connexion fixe à Internet avec une vitesse de téléchargement maximale d'au moins 5 Mbit/s et les entreprises qui ont une connexion haute vitesse mobile avec au moins une technologie 3G (troisième génération). 2. La très haute vitesse correspond à une vitesse de 100 Mbit/s et plus. 3. Les entreprises qui ont déclaré avoir 0 % de leur chiffre d'affaires provenant des commandes reçues par Internet sont exclues du calcul.

Source : Institut de la statistique du Québec, **Enquête sur l'intégration d'Internet aux processus d'affaires**, Données régionales, 2018.

Au moment de l'enquête, la raison la plus souvent citée par près des deux tiers des entreprises de la région (65 %) qui ne vendaient pas par Internet et qui n'avaient pas l'intention de le faire d'ici la prochaine année était que leurs biens et services ne s'y prêtaient pas. En outre, près du quart (23,5 %) des entreprises n'offraient pas leurs biens et services via Internet par manque d'intérêt. En l'occurrence, très peu ont fait mention du manque d'expertise ou d'argent pour développer ou entretenir la solution technologique, du manque de clientèle potentielle via Internet ou de craintes à l'égard de la sécurité.

L'ACHAT EN LIGNE

Pour terminer, en Abitibi-Témiscamingue comme ailleurs, plus d'entreprises achètent sur Internet qu'il y a d'entreprises qui vendent sur Internet. La proportion d'entreprises de la région qui ont acheté des biens et des services sur Internet dépassait 50 % en 2016, ce qui est comparable à l'ensemble des entreprises. Cela dit, la part d'achat en ligne des entreprises régionales est trois fois plus élevée que la part de vente en ligne. ■

ALIMENTATION

CHOIX ALIMENTAIRES

— Valérie Shaffer

Les aliments ultra-transformés sont généralement riches en sucres, sodium ou gras saturés, lesquels contribuent au développement de maladies chroniques. Quelle place occupent-ils dans nos paniers d'épicerie ? Place à quatre constats.

1 Au Québec, les aliments ultra-transformés représentent le tiers de nos achats alimentaires en supermarchés et magasins à grande surface. Cependant, de 2012-2013 à 2015-2016, les volumes d'achat de ces aliments ont diminué de 11 %, alors que les achats alimentaires sont demeurés pratiquement stables.

2 En Abitibi-Témiscamingue, on achète légèrement plus qu'ailleurs des aliments ultra-transformés des groupes alimentaires suivants: produits céréaliers; laits et substituts; viandes et substituts. On achète toutefois moins de légumes et de fruits ultra-transformés.

3 Dans la région, tout comme au Québec, les produits céréaliers se démarquent particulièrement des autres groupes alimentaires avec une part majoritaire de produits ultra-transformés (parts respectives de 84 % et 82 %).

4 Parmi les dix catégories d'aliments les plus achetées (en kg) dans la région, la moitié sont ultra-transformés (noms en gras) : 1. Légumes frais (2^e position au Québec); 2. **Boissons sucrées** (1^{re} position au Québec); 3. Fruits frais; 4. Eau plate embouteillée; 5. Lait nature; 6. Viandes et volailles fraîches; 7. **Pains** (8^e position au Québec); 8. **Jus de fruits purs** (7^e position au Québec); 9. **Mets prêts-à-manger**; 10. Yogourts aromatisés.

Répartition des aliments achetés (en kg) en supermarchés et magasins à grande surface selon le groupe alimentaire et le niveau de transformation

> Abitibi-Témiscamingue et Québec, 2015-2016

	Abitibi-Témiscamingue			Québec		
	Ultra-transformés	Trans-formés	Frais/peu transformés	Ultra-transformés	Trans-formés	Frais/peu transformés
Légumes et fruits	20 %	3 %	76 %	22 %	4 %	74 %
Produits céréaliers	84 %	2 %	14 %	82 %	1 %	17 %
Laits et substituts	29 %	9 %	63 %	28 %	7 %	65 %
Viandes et substituts	19 %	6 %	75 %	18 %	8 %	75 %

Source : Institut national de santé publique du Québec, **L'achat d'aliments ultra-transformés en supermarchés et magasins à grande surface au Québec**, Octobre 2018.



L'OBSERVATOIRE
de l'Abitibi-Témiscamingue
RASSEMBLER · COMPRENDRE · DIFFUSER

NOTRE MISSION

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue est un carrefour d'information, notamment statistique, au sujet de l'Abitibi-Témiscamingue. Par le partage des connaissances, il vise une meilleure compréhension des réalités régionales.

445, boulevard de l'Université
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4
T. : 819 762-0971 Sans frais : 1 877 870-8728 poste 2622
observatoire@observat.qc.ca
OBSERVAT.QC.CA

ISSN : 1915-5050 (Imprimé)
ISSN : 1916-4963 (En ligne)
2 200 abonnements

✓ SORTI DES PRESSES

Casu, Maël, **Résilience des communautés autochtones de la forêt boréale face aux impacts de l'exploitation des ressources naturelles et des changements climatiques (maîtrise)**, 2018.

Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion. **La pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale au Québec : état de situation 2018 - Synthèse**, 2018.

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), **Données d'exploitation 2017, 2018 et Appendice statistique 2017**, 2018.

Emploi-Québec, **Explore le métier qui te ressemble** et

Bulletin sur le marché du travail au Québec - Année 2018, 2019 et

État d'équilibre du marché du travail - Diagnostic pour 500 professions - Édition 2018, 2019.

Institut de la statistique du Québec (ISQ), **La migration interrégionale au Québec en 2017-2018**, 2019 et

Annuaire québécois des statistiques du travail - Portrait des principaux indicateurs du marché et des conditions de travail, 2008-2018, 2019 et

État du marché du travail au Québec - Bilan 2018, 2019 et

Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle 2017 (EQPPM), **Tome 1 : Portrait statistique pour le Québec et ses régions administratives**, 2019.

Institut de la statistique du Québec (ISQ) et Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), **Recueil des indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020**, 2019.

Institut du Québec, **Bilan 2018 de l'emploi au Québec : L'émergence d'un clivage entre la métropole et les régions**, 2019.

Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), **Le suicide au Québec : 1981 à 2016 — Mise à jour 2019**, 2019.

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), **Quantité, valeur de la ressource à la tête du puits et droits versés par mine en 2017, 2019.**

Organisme de bassin versant Abitibi-Jamésie (OBVAJ), **Rapport sur l'état des eaux en Abitibi - 2018, 2019.**

Bonne lecture !